

CORIS BANK
INTERNATIONAL

PRÊT SCOLAIRE
DES ETUDES FINANÇÉES, UN AVENIR SÉCURISÉ

La Banque Autrement
<https://logo.coris.bank>

0% TAUX

1^{er} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2026
JUSQU'À 5 FOIS LE SALAIRE NET
SUR 12 MOIS

*Offre soumise à crédits

www.journal-lemedium.com

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0710 du 07 au 13 Juillet 2026- Prix : 250 F CFA

**CAMPAGNE SUR
LE CIVISME FISCAL
L'OTR SUR P.5
LE TERRAIN**

DEFIS GÉOPOLITIQUES AU MOYEN-ORIENT :

**L'URGENCE D'UN MOUVEMENT
D'ENSEMBLE DE L'AFRIQUE**

P.3

MANI SERVICES & BUSINESS

Mani Services & Business

Une entreprise multisectorielle engagée pour le développement économique et la création d'emplois durables au Togo.

Découvrez nos **SERVICES**

- SERVICES D'ENTRETIEN & NETTOYAGE
- COMMERCE GÉNÉRAL, IMPORT-EXPORT
- ÉVÉNEMENTIEL & SERVICE TRAITEUR

LE BAR LOCAL EST L'UNE DE NOS SPÉCIALITÉS

CONTACTEZ-NOUS
+ 228 72 05 88 88 / 97 08 90 80
maniservicesbusiness@gmail.com

CMJN

EDITO
AMOUR ET FIERTE



On ne nous demande pas de porter le monde même avec tous les biens matériels et tous les pouvoirs dont nous pouvons disposer. On veut juste que nous en soyons une part pour l'embellir et le rendre vivable pour tous.

Notre meilleure contribution à la beauté du monde, c'est de donner une part de notre humanité aux autres. Nul n'est utile au monde s'il ne sait pas participer à la réalisation du rêve humain qui est d'être heureux et de rendre les autres heureux, en leur donnant la part essentielle de son humanité : l'amour.

L'amour est comme la lumière qui illumine la vie de tout un chacun. Celui qui manque d'amour vit dans les ténèbres et dans la tristesse. Et on ne peut pas donner l'amour si on ne s'aime pas soi-même et si on n'a pas en soi l'amour. "Soyons un phare pour nous-mêmes. Et quand il viendra à briller, c'est le monde entier qui verra à travers nous, sa propre lumière".

On ne peut pas éclairer le monde si on vit soi-même dans l'obscurité et si on porte les ténèbres du mal. Portons la lumière de l'amour pour mériter d'être des dispensateurs d'amour.

Même si les autres ne savent pas nous en donner, donnons-en à nous-mêmes et tournons chaque fois nos regards d'amour vers eux, pour leur exprimer notre amour et leur faire comprendre l'importance de l'amour dans un monde si cruel et si fade.

Pour nous Africains, qui avons perdu l'estime de nous-mêmes, vivant avec des complexes que les autres ont habilement créés et entretenus en nous, réapprenons à être fiers d'être filles et fils d'un continent qui a bercé et nourri beaucoup de civilisations. L'amour de notre continent et de nous-mêmes, doit être la boussole de notre vie quotidienne. Aimer notre pays et faire passer ses intérêts avant les nôtres, si futiles et mesquins.

Nous aimer pour vivre bien et comblés de bien, afin de créer un pont entre les peuples, à la place des digues et des barbelés. Pour faire de la terre un bien commun que nous chérirons et entretiendrons, pour le bien-être de ceux qui la partagent avec nous et le bonheur de ceux qui l'auront en héritage.

Chaque jour est une vie. Travaillons à la beauté de la vie. Excellente semaine.

SAM

RELATIONS DIPLOMATIQUES ENTRE LE TOGO ET LA SIERRA LEONE : JULIUS MAADA BIO ÉTAIT À LOMÉ, LE VENDREDI DERNIER

Le Président de la Sierra Leone, Julius Maada Bio, Président en exercice de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) était en visite de travail à Lomé le vendredi 03 juillet 2026. Il a été bien reçu par le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, en marge des travaux de la Conférence ministérielle extraordinaire de l'Alliance poli-

tique africaine (APA). Pour rappel, la dernière visite du Président sierra-léonais au Togo remonte au 08 août 2025.

Lors de leur entretien en tête-à-tête, les deux dirigeants ont échangé sur des sujets d'intérêt commun.

Ils ont réaffirmé leur volonté de dynamiser la coopération bilatérale, notamment dans les domaines politique, économique, portuaire, logistique et sécuritaire, au bénéfice des peuples togo-



lais et sierra-léonais.

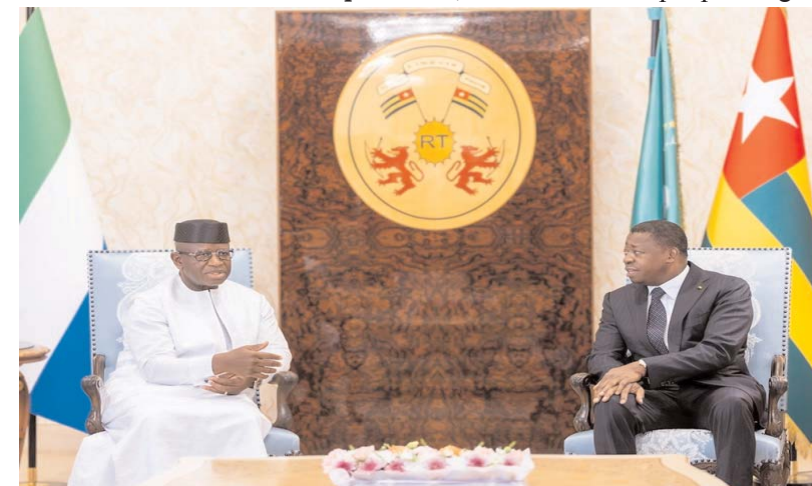
Ils ont également abordé des sujets liés à la Conférence ministérielle extraordinaire de l'Alliance politique africaine (APA), consacrée aux impacts de la crise au Moyen-Orient sur les économies africaines.

Les questions relatives à la paix et à la sécurité dans la sous-région ont également été passées en revue lors des échanges. Face aux défis persistants, liés au ter-

rorisme et à l'extrémisme violent, les deux dirigeants ont souligné l'urgence d'une coopération renforcée et d'une action collective coordonnée pour préserver la stabilité régionale.

Le Président Julius Maada Bio a salué le rôle stratégique du Président du Conseil dans la promotion de la paix dans la sous-région et sur le continent.

@LEMEDIUM



Les deux personnalités lors des échanges

COOPERATION TOGO- TCHAD

Fatime chez Faure

La ministre déléguée auprès du ministre tchadien des Affaires étrangères, Fatime Aldjineh Garfa a été reçue en audience, le vendredi dernier, par le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé.

du Chef de l'État tchadien au Président du Conseil, relatif au renforcement de la coopération bilatérale entre le Tchad et le Togo, ainsi qu'aux enjeux de l'intégration africaine, avec un accent particulier sur la coopération dans le secteur de l'eau.

Madame Fatime Aldjineh Garfa était porteur d'un message

" Nous sommes porteurs d'un message personnel du Président



Une vue de l'audience

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

AVIS AUX OPERATEURS
N° 009/2026/OTR/CG/CDDI/DEL

Il est porté à la connaissance des usagers des services des douanes (importateurs, commissionnaires en douane agréés, etc.) que les taux de changes planchers, applicables aux déclarations en douane, au titre du mois de juin 2026, sont modifiés comme suit :

PAYS	MONNAIE	ANCIEN TAUX	NOUVEAU TAUX
UNION EUROPEENNE	Euro (Eur)	655,957	655,957
U.S.A.	Dollar Américain (USD)	560,594	562,108
ROYAUME UNI	Livre Sterling (GBP)	754,328	758,031
JAPON	Yen (JPY)	3,5199	3,5501
CANADA	Dollar Canadien (CAD)	407,572	409,15
CHINE	Yuan (CNY)	82,008	82,71
SUISSE	Francs Suisse (CHF)	711,903	717,057
DANEMARK	Couronne Danoise (DKK)	87,778	87,78
NORVEGE	Couronne Norvégienne (NOK)	59,438	60,788
SUEDE	Couronne Suédoise (SEK)	60,517	60,465
HONG KONG	Dollar Hong-Kong (HKD)	71,556	71,759
INDE	Roupie (INR)	5,996	5,883
AFRIQUE DU SUD	Rand Sud Africain (ZAR)	35,453	34,164
EMIRATS ARABES UNIS	Dirham (AED)	152,655	152,955
THAILANDE	Bath Thaïlandais (THB)	17,358	17,286

Cet avis prend effet à compter de la date de sa signature et sera publié partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 04 juin 2026
Le Commissaire des Douanes et Droits Indirects
Tèi KONZI

41, Rue des impôts - 02 B.P. : 20823 Lomé - TOGO
Tél. : +228 22 53 14 00
Email : otr@otr.tg

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

de la République, Chef de l'Etat, le Maréchal Mahamat Idriss Déby Itno, au Président togolaise, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé. Nous lui avons également transmis l'invitation officielle du Chef de l'État tchadien au Forum africain de l'eau, qui se tiendra les 15 et 16 juillet 2026 à N'Djamena ", a-t-elle précisé.

Le Forum africain de l'eau s'inscrit en droite ligne de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA). Il constitue une plateforme d'échanges entre les dirigeants africains et les partenaires techniques et financiers sur les investissements dans les infrastructures hydrauliques sur le continent.

Le Togo et le Tchad œuvrent ensemble au renforcement de leur coopération politique ainsi qu'à la promotion d'initiatives communes en faveur du développement de l'Afrique.

@LEMEDIUM

LE MEDIUM
Médias d'Informations

Récapissé
N°0465/29/10/12/HAAC

Adresse :
23Rue Formatec, Agoè-Cacavéli
01 BP : 450 Lomé

Tél. : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse : Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :
TETTEH Adjé K. Crédo

Directeur de la Publication :
WOUSSOU Kossi

Rédaction :
Crédo TETTEH
Ali Samba

Infographie : JPB

Impression : VISION

Tirage : 2500 exemplaires

DEFIS GEOPOLITIQUES AU MOYEN-ORIENT

L'URGENCE D'UN MOUVEMENT D'ENSEMBLE DE L'AFRIQUE

De nos jours, les crises mondiales ne cessent de se multiplier. Particulièrement au Moyen-Orient, et les répercussions sur les économies africaines se font ressentir. Pour y réfléchir, le Togo a accueilli le 03 juillet 2026 la Conférence ministérielle extraordinaire de l'Alliance politique africaine (APA), placée sous le thème : " L'Afrique face à la crise du Moyen-Orient : impacts, défis et réponses stratégiques ".

Par @LEMEDIUM

Le choix du Togo pour abriter cette conférence internationale témoigne de la détermination du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé à porter haut la voix de l'Afrique dans la consolidation de la paix et de la stabilité dans le monde par le dialogue et la coopération.

Il faut préciser que cette rencontre stratégique a eu lieu en présence du Président de la Sierra Leone, Julius Maada Bio, président en exercice de la CEDEAO, avec la présence également de la représentante du président de la Commission de l'Union africaine, les ministres des Affaires étrangères des États africains, les représentants des pays du Moyen-Orient, ainsi que des partenaires internationaux.

Julius salue la vision et le leadership de Faure

Julius Maada Bio, le Président de la Sierra Leone, et également président en exercice de la CEDEAO, s'est félicité de l'organisation de la Conférence sous le leadership du Président du Conseil, pour sa vision et son engagement en faveur de l'Alliance politique africaine.

Pour le Président sierra-léonais, " Aucune puissance extérieure ne peut définir l'avenir de l'Afrique. Seule l'Afrique peut définir son propre avenir ".

Une opportunité pour Julius Maada Bio de mettre en lumière les conséquences des conflits internationaux sur les économies

africaines, avant de réaffirmer l'engagement de son pays et de la CEDEAO en faveur de la paix, de la gouvernance démocratique et de l'intégration.

L'Afrique doit davantage dialoguer, selon Faure E. Gnassingbé

Dès le début de son intervention, Faure E. Gnassingbé, le Président du Conseil, a salué la présence du Président Julius Maada Bio et ses propositions pertinentes pour le succès de cette réunion.

Abordant les enjeux de cette rencontre, Faure E. Gnassingbé a souligné que le continent doit davantage dialoguer, renforcer sa coordination et faire entendre plus clairement sa voix sur la scène internationale.

Pour le Président du Conseil, l'ambition de cette rencontre stratégique est simple : partager les analyses, identifier les convergences et mieux défendre les intérêts stratégiques du continent. Eu égard aux bouleversements géopolitiques actuels, en particulier au Moyen-Orient, qui imposent à l'Afrique une réflexion stratégique approfondie et une réponse collective, il a partagé quatre réflexions portant sur les répercussions de cette crise sur l'Afrique, la résilience comme objectif stratégique permanent, l'anticipation des crises et la nécessité d'une Afrique souveraine et unie sur la scène internationale.

Une crise au Moyen-Orient aux répercussions sur l'Afrique

Faure E. Gnassingbé a insisté sur le fait que la crise au Moyen-Orient ne saurait être considérée comme un conflit éloigné des préoccupations africaines.

" La crise au Moyen-Orient ne peut être regardée par l'Afrique comme une crise lointaine. Elle nous concerne directement. Elle concerne nos économies. Elle concerne notre sécurité. Elle concerne notre résilience. Elle concerne surtout notre capacité



Les officiels lors de la rencontre

collective à contribuer à la paix et à la stabilité internationales ".

Le Président du Conseil, Faure E. Gnassingbé, a notamment évoqué les conséquences de la volatilité des prix de l'énergie, les perturbations des chaînes d'approvisionnement, les difficultés d'accès aux intrants agricoles, la hausse des coûts du transport maritime, ainsi que l'augmentation des prix des produits alimentaires.

Au-delà des indicateurs économiques, le Président du Conseil a mis en évidence les conséquences sociales et sécuritaires de cette instabilité mondiale.

Faire de la résilience un objectif stratégique permanent

Le Président du Conseil a poursuivi sa réflexion avec la nécessité d'accélérer la construction d'une véritable résilience africaine. Pour lui, les crises actuelles ne créent pas de nouvelles vulnérabilités, elles révèlent et amplifient celles qui existaient déjà de par le monde.

Il a ainsi plaidé pour une résilience énergétique, fondée sur la diversification des sources d'approvisionnement, le développement des interconnexions régionales et une meilleure valorisation des ressources naturelles. A cela s'ajoute la sécurité alimentaire, un impératif qui ne doit pas être seulement une politique agricole,

mais aussi et surtout une composante essentielle de la sécurité nationale et continentale.

Le Président du Conseil a également insisté sur la nécessité de moderniser les infrastructures logistiques, de sécuriser les corridors commerciaux, de renforcer les capacités de stockage et de préserver des marges budgétaires suffisantes pour répondre efficacement aux crises sans compromettre les investissements d'avenir.

Anticiper les crises plutôt que les subir

Le Président du Conseil a ensuite invité les participants à considérer la crise actuelle comme un signal d'alerte durable plutôt qu'un épisode passager. Malgré les perspectives de désescalade au Moyen-Orient, il a rappelé que les tensions autour du détroit d'Ormuz continuent d'alimenter une forte incertitude sur les marchés internationaux.

" Il serait dangereux de penser que quelques signes d'apaisement suffiraient à refermer ce dossier. La situation autour du détroit d'Ormuz demeure fragile. Même si des accords de désescalade étaient conclus, leur solidité resterait à démontrer ".

Face à cette réalité, il a appelé les États africains à renforcer leurs capacités d'analyse stratégique, de prospective et d'alerte précoce afin de mieux identifier les risques émergents et de préparer des réponses concertées.

Une Afrique souveraine et unie sur la scène internationale

Pour terminer, le Président du Conseil a plaidé pour une expression plus forte et plus cohérente de la voix africaine dans les affaires internationales.

" Face aux défis globaux, l'Afrique doit parler d'une voix plus unie. Cela ne signifie pas que tous nos pays doivent adopter exactement les mêmes positions sur tous les sujets. Nos intérêts nationaux peuvent parfois diverger. Mais au-delà de ces différences, il existe des intérêts africains fondamentaux qui nous rassem-

blent ".

Il a défendu une diplomatie africaine indépendante, et rappelé que l'Afrique, forte de son expérience des conflits et de leurs conséquences humaines, économiques et sociales, possède une légitimité particulière pour promouvoir la désescalade, la médiation et le règlement pacifique des différends.

Une conférence tournée vers l'action

Le Président du Conseil a réaffirmé que l'ambition de cette conférence n'était pas de commenter les crises internationales, mais de contribuer à l'élaboration d'une réponse africaine plus structurée. Il a invité les participants à faire de cette rencontre un temps de réflexion stratégique, débouchant sur des priorités communes.

" En accueillant cette conférence à Lomé, notre objectif est de contribuer à une réponse africaine plus structurée. Une réponse de lucidité, parce que nous devons mesurer les risques tels qu'ils sont. Une réponse de résilience, parce que nous devons réduire nos vulnérabilités. Une réponse de souveraineté, parce que nous devons défendre nos intérêts propres. Une réponse de responsabilité, parce que l'Afrique doit contribuer à la désescalade, au dialogue et à la paix ".

La représentante du Président de la Commission de l'Union africaine, Madame Francisca Tatchouop Belobe, a manifesté l'adhésion de l'instance continentale à cette initiative du Togo pour une Afrique plus résiliente, plus souveraine et davantage unie face aux défis géopolitiques.

Créée par le Togo en 2023, l'Alliance politique africaine s'impose progressivement comme un cadre structurant de dialogue entre les États africains. Elle vise à renforcer la coopération politique et à promouvoir une vision commune des grands enjeux internationaux. La conférence de Lomé s'inscrit ainsi dans la continuité des initiatives diplomatiques du Togo en faveur du multilatéralisme et de la consolidation du rôle de l'Afrique dans la gouvernance mondiale.

Au terme des travaux, la conférence permettra de développer une compréhension partagée des implications économiques, sécuritaires et stratégiques de la crise du Moyen-Orient pour l'Afrique, ainsi que pour la stabilité régionale et internationale. Elle contribuera également à définir des orientations stratégiques visant à renforcer la résilience du continent face aux évolutions de l'environnement international et à dégager des convergences en faveur de la paix, de la désescalade, du dialogue et de la stabilité régionale.



Une vue de l'assistance

Zozo
LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE LOMÉ DIGITALISE LE PAIEMENT DE SES SERVICES



Au Togo, la transformation numérique de l'administration se poursuit. Le Tribunal de grande instance (TGI) de Lomé a officiellement lancé, la semaine dernière, la dématérialisation du paiement de ses services, une réforme destinée à simplifier les démarches des usagers et à renforcer l'efficacité de l'administration judiciaire.

Portée par le ministère de la Justice et des Droits humains, en collaboration avec le ministère chargé de l'économie numérique, cette initiative s'inscrit dans la dynamique nationale de modernisation de l'administration publique. Elle vise notamment à faciliter l'accès aux services judiciaires tout en réduisant les contraintes liées aux déplacements et aux délais de traitement.

Concrètement, les justiciables, avocats, huissiers et autres acteurs de la chaîne judiciaire civile peuvent désormais effectuer en ligne le paiement des frais relatifs à près de quarante services du TGI de Lomé. Accessible via le portail national des services publics, la plateforme permet également de suivre à distance l'évolution des procédures, offrant ainsi un service accessible à toute heure.

La réforme s'inscrit dans le cadre du Plan d'accélération de la digitalisation et de la feuille de route Togo Digital. L'objectif, a expliqué le Garde des Sceaux, ministre de la justice et des Droits humains, Pacôme Adjourovui, est "d'accélérer la transformation numérique des services publics et de renforcer leur accessibilité sur l'ensemble du territoire".

Au-delà de l'innovation technologique, la digitalisation ambitionne de renforcer la transparence dans la gestion des dossiers, d'améliorer la qualité du service rendu aux usagers et de rapprocher davantage la justice des citoyens. Après cette phase pilote au TGI de Lomé, le dispositif devrait être progressivement étendu aux autres juridictions du pays.

Source : @Republique togolaise.ig

PECHE / REPOS BIOLOGIQUE ANNUEL : RECONSTITUER LES STOCKS DE POISSONS ET PRÉSERVER L'ÉCOSYSTÈME AQUATIQUE

C'est la trêve pour la pêche maritime et lagunaire. Cette suspension des activités de pêche est indispensable pour la survie de la faune marine togolaise. Le ministère de l'Économie maritime a officiellement acté le démarrage du repos biologique annuel pour la pêche maritime et lagunaire. Une mesure stricte, mais vitale pour l'avenir de la filière halieutique du pays.

Pour donner un coup de pouce à la biodiversité aquatique, l'arrêt temporaire des activités de pêche est segmenté selon le type d'embarcation. Ainsi, il est fait interdiction des activités pour la pêche artisanale, jusqu'au 31 juillet 2026. Pour la pêche industrielle, elle est prolongée jusqu'au 31 août prochain. Durant cette trêve, toutes les activités de pêche ainsi que le transbordement des produits de mer sont strictement interdits. "Les organisations professionnelles et les comités locaux de gestion de pêche sont priés, chacun dans son ressort, de contribuer au respect du repos biologique par les acteurs de la filière.", a expliqué le ministre en charge de la pêche, Antoine Gboghbeni, appelant ainsi à la responsabilité collective.

Notons que ce repos biologique imposé, loin d'être une punition pour les pêcheurs, est un investissement pour l'avenir. Elle permet d'abord de favoriser la reproduction des espèces aquatiques sans être perturbées. Ceci, en limitant la surpêche et en favorisant la reconstitution des stocks. Cela est également nécessaire pour garantir la pérennité de la biodiversité marine et lagunaire pour les générations futures. Afin de s'assurer de l'adhésion de tous, des campagnes de sensibilisation ont été menées le mois dernier auprès des communautés littorales.

Un secteur en pleine croissance au Togo

Cette réglementation est d'autant plus cruciale que l'économie bleue togolaise affiche une excellente dynamique. Les chiffres récents démontrent l'importance stratégique de la gestion durable des eaux. La production halieutique est passée de 24.229 tonnes en 2023 à quelque 36.250 tonnes en 2025. Chaque année, la pêche locale rapporte plus de 20.000 tonnes de poissons en moyenne. Preuve de l'importance de la chaîne de valeur locale. Et 90 % de ces captures sont transformées artisanalement par friture, séchage ou fumage, faisant vivre des milliers de familles, particulièrement des femmes transformatrices. C'est dire donc que le respect de ce repos biologique est donc la garantie d'une saison prochaine encore plus fructueuse.

@macite.ig

FILIERE CAFE-CACAO :

RECONSTRUCTION PROGRESSIVE, RENOUVELLEMENT DES PLANTATIONS, AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ

Une dynamique s'observe dans les performances de la production et de l'exportation du café et cacao togolais. Selon les statistiques officielles, la campagne 2024-2025 a enregistré un volume total de 28 500 tonnes exportées, dont 4 400 tonnes de café et 24 100 tonnes de cacao lors de la campagne précédente. Cette progression d'environ 50 % illustre la reprise effective des flux et conforte l'idée d'une filière en reconstruction progressive, portée à la fois par le renouvellement des plantations et par l'amélioration de la qualité.

C'est ainsi que le Comité de coordination pour les filières café et cacao (CCFCC) a procédé, dans le cadre de la campagne 2026 de distribution de matériel végétal destiné à soutenir la relance de la production caféière et cacaoyère au Togo, à la mise à disposition de 398 240 plants destinés aux producteurs affiliés à la Fédération des unions de producteurs de café et de cacao du Togo (Fuprocat), au Syndicat indépendant des acheteurs de café et de cacao du Togo (Siactco), ainsi qu'aux producteurs indépendants, notamment ceux touchés par les feux de végétation. Dans le détail, cette dotation comprend 177 200 plants de cacao, 106 540 plants de café et 114 500 plants agroforestiers.

En effet, pour les autorités togolaises, la relance des filières café et cacao repose aujourd'hui sur une



Vue partielle du centre d'excellence de traitement de cacao à Abrewankor (Pref Wawa)

logique progressive, allant du verdissement des plantations à l'amélioration de la qualité des produits finis, avec pour ambition de repositionner durablement deux cultures qui font vivre près de 400 000 producteurs à travers le pays. Ensemble, ces filières contribuent à hauteur de 1,4 % du produit intérieur brut (PIB) et représentent 5,5 % de la valeur ajoutée agricole. " Dans cette perspective, la distribution de plants apparaît comme le premier geste concret d'une stratégie de transformation d'ensemble, inscrite dans le cadre du Plan de développement café et cacao (PDCC) ", fait-on savoir.

Depuis le lancement du programme d'appui en matériel végétal en 2021, le CCFCC a en effet distribué un total de 939 740 plants, permettant le renouvellement d'environ 705 hectares de plantations à travers le pays. Cet effort accompagne le renouvellement progressif des ver-

gers vieillissants, avec en ligne de mire un objectif d'un milliard de plants d'ici 2030, pour moderniser durablement les filières café et cacao. L'action reflète la vision des pouvoirs publics, qui font de la modernisation des filières agricoles et de la montée en qualité des productions nationales un axe stratégique de développement et de transformation de l'économie rurale.

Mais, au-delà du verdissement des plantations, la relance du café et du cacao togolais se distingue également par une volonté claire de montée en gamme, notamment à travers l'amélioration des conditions de traitement post-récolte. Dans cette optique, un centre de traitement du cacao d'excellence a été construit à Abrewankor, dans la préfecture de Wawa, pour un investissement entièrement porté par le CCFCC.

Cette infrastructure comprend un magasin de stockage de 25 tonnes, un hall de fermentation de 78 m²,

deux tunnels de séchage de dix mètres chacun, ainsi que plusieurs installations annexes, telles qu'un bloc sanitaire, deux dortoirs, un vestiaire, un système d'adduction d'eau potable et une électrification solaire.

À ces équipements s'ajoutent deux motos et deux tricycles, destinés à faciliter la collecte des fèves dans les treize villages concernés, avec un objectif précis : produire dès la première année environ 100 tonnes de cacao d'excellence, destinées aux marchés de niche à forte valeur ajoutée, avant une montée progressive des volumes. Cette dynamique est renforcée par la mise en service, début juin 2026, d'un deuxième centre de traitement post-récolte, dédié au cacao premium à Mpoti, dans la commune de Blitta 3.

Il est à souligner que la filière café-cacao jouit d'une reconnaissance internationale. Lors du concours Cocoa of Excellence 2025, le Togo a décroché deux médailles d'or dans la catégorie Afrique et Océan Indien, une reconnaissance qui vient confirmer les progrès réalisés en matière de fermentation, de séchage et de sélection des fèves.

Le programme Cocoa of Excellence, initiative de l'Alliance of Bioversity International et du CIAT, repose sur une évaluation rigoureuse des cacaos du monde entier et vise à identifier les meilleures origines, ce qui confère à cette distinction une portée particulièrement significative pour la filière togolaise qui amorce sa relance **stratégique**.

ECONOMIE/GOUVERNANCE

TOGO, PAYS A REVENU INTERMEDIAIRE

Depuis le 1er juillet, le Togo est désormais classé, par la Banque Mondiale, dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Le pays sort ainsi du groupe des pays à revenu faible.

Au ministère de l'économie et des finances, on évoque les raisons qui ont valu cette progression du Togo. Il y a la croissance : 5,9% en 2025 selon la Banque mondiale, réévaluée à environ 6% par le FMI lors de sa dernière revue FEC, portée par les services, le port de Lomé avec une performance supérieure à la moyenne régionale.

La deuxième raison est le recapage de la population et la démographie corrigée : après le recensement de 2022, la population togolaise a été révisée à la baisse de 11,7%. " Mécaniquement, le Revenu national brut (RNB) par habitant calculé selon la méthode Atlas grimpe ", fait-on savoir.

Les autorités expliquent que les résultats détaillés du recensement de 2022 ont montré que le Togo comptait 11,7 % d'habitants de moins que ce que la Banque mondiale estimait jusqu'ici. Or, quand on divise la même richesse par moins de personnes, le revenu par habitant grimpe mécaniquement. En clair, le pays était plus " riche par tête "

qu'on ne le pensait, et cela depuis un moment.

Affublé de ce nouveau qualificatif, le Togo devra inspirer davantage confiance aux investisseurs privés et aux marchés financiers, ce qui peut réduire le coût de ses emprunts futurs. Ensuite, l'accès potentiel à des enveloppes plus larges : en combinant financements concessionnels et emprunts aux conditions de marché, le pays peut mobiliser plus de ressources pour les routes, les écoles ou l'électricité. Le signal conforte aussi la trajectoire saluée par le FMI, qui a récemment reclassé le Togo parmi les pays à " forte capacité d'endettement ", avec une dette publique redescendue autour de 65 % du PIB.

Les autorités rassurent qu'avec ce reclassement le Togo reste, à court terme, éligible aux ressources de l'IDA, le guichet de la Banque mondiale qui prête à des conditions très douces aux pays modestes, ainsi qu'au Fonds africain de développement, le guichet concessionnel de la Banque africaine de développement (BAD). L'éligibilité à ces guichets ne dépend pas que de la catégorie de revenu, mais d'un seuil spécifique de RNB par habitant et de la capacité du pays à emprunter aux conditions de marché. " La transition, quand elle intervient, est progressive et



Le ministre George Barcola

s'étale sur des années ", fait savoir le ministère des finances et du budget.

D'ailleurs, Le Togo poursuit son programme au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC), l'instrument concessionnel du FMI réservé aux pays à faible revenu, dont les troisième et quatrième revues viennent d'ouvrir la voie à un décaissement d'environ 110,8 millions de dollars. À plus long terme, théoriquement, le pays pourrait solliciter le Mécanisme élargi de crédit (MEDC), l'équivalent non concessionnel de la FEC, utilisé par des économies plus avancées.

Il est à rappeler que chaque année, au 1er juillet, la Banque mondiale répartit 218 économies en quatre groupes : revenu faible, intermédiaire inférieur, intermédiaire supérieur et élevé. Le critère est le revenu national brut (RNB) par habitant, (la richesse produite par le pays divisée par le nombre

d'habitants) calculée selon la méthode dite, Atlas qui lisse les variations de taux de change sur trois ans. Cette année, le Togo est le seul à être passé du revenu faible au revenu intermédiaire.

Les autorités togolaises font savoir, tout de même, que ce reclassement ne va créer, ni emplois, ni pouvoir d'achat du jour au lendemain. " C'est d'abord un changement d'étiquette statistique. Mais cette étiquette compte, car elle influence la manière dont les bailleurs de fonds, les investisseurs et les agences de notation regardent le pays ", explique le gouvernement.

La feuille de route gouvernementale 2026-2031, avec l'ambition de doubler le niveau de vie moyen et de ramener le taux de pauvreté sous les 15 % d'ici 2040, devrait contribuer à maintenir ce statut de pays à revenu **intermédiaire**.

CAMPAGNE SUR LE CIVISME FISCAL

L'OTR sur le terrain

L'Office Togolais des Recettes (OTR) poursuit, avec intensité, sa seconde phase de la tournée nationale de sensibilisation au civisme fiscal, une initiative qui sillonne depuis plusieurs jours les différentes préfectures du pays, avec une ambition claire : rapprocher l'administration fiscale et douanière des citoyens, instaurer une relation durable de confiance avec les contribuables et renforcer l'adhésion volontaire à l'impôt.

les recours prévus par la réglementation, ainsi que les bonnes pratiques permettant de sécuriser leurs opérations. Une illustration supplémentaire de la volonté de l'institution de privilégier l'information, la transparence et l'accompagnement des contribuables.

Sur le terrain, la campagne s'est poursuivie dans la région des Plateaux avec une série d'étapes marquées par un dialogue direct avec les populations. La deuxième



La table d'honneur

À travers cette vaste campagne de proximité, l'OTR entend démontrer que la mobilisation des recettes publiques constitue l'un des principaux leviers du développement économique et social du Togo.

Cette démarche s'inscrit dans une stratégie plus globale de modernisation des relations entre l'administration et les usagers. En parallèle de la tournée de terrain, l'OTR a organisé, le 2 juillet, une nouvelle session de son cadre d'échanges "45 min avec l'OTR", consacrée aux procédures contentieuses à la Direction des Opérations Douanières Lomé-Port.

Cette rencontre virtuelle a permis aux importateurs, exportateurs et autres opérateurs économiques de mieux comprendre les mécanismes de règlement des litiges douaniers,

journee a conduit les équipes de l'OTR dans les préfectures de Kpélé et de Danyi. À Kpélé, les échanges avec les autorités locales, les opérateurs économiques et les leaders communautaires ont porté sur les procédures fiscales et douanières, le consentement volontaire à l'impôt ainsi que la lutte contre la fraude et la corruption. Quelques heures plus tard, à Danyi, la mobilisation des populations et des acteurs locaux a confirmé l'intérêt suscité par cette approche participative visant à instaurer une culture de dialogue franc et constructif entre l'administration fiscale et les citoyens.

La troisième journée a conduit la délégation à Wawa, précisément à Badou, où les discussions ont permis d'aborder, sans détour, les diffi-



Une vue de l'assistance

cultés qui ont parfois caractérisé les relations entre l'administration et certains opérateurs économiques. Les causes de ces incompréhensions ont été examinées dans un climat d'écoute mutuelle, tandis que l'OTR a présenté sa politique de tolérance zéro face à la corruption, les dispositifs de dénonciation, ainsi que les différents canaux de renseignements mis à la disposition des usagers.

Cette étape a marqué une nouvelle avancée dans la construction d'un partenariat, fondé sur la transparence, la responsabilité et le respect des règles.

Le quatrième jour de cette campagne a constitué un véritable marathon de proximité, avec des étapes successives dans les préfectures d'Amou, d'Ogou et d'Akebou. Malgré un programme particulièrement dense, les équipes de l'OTR ont poursuivi les échanges avec les communautés, les autorités administratives, les leaders locaux et les forces économiques de ces territoires. Partout, le même message a été porté : chaque impôt acquitté et chaque droit de douane perçu représentent une contribution directe au financement des politiques publiques et des infrastructures dont bénéficient quotidiennement les populations.

Au fil des rencontres, l'Office rappelle que les recettes fiscales et douanières permettent de financer

les routes, les écoles, les centres de santé, les infrastructures d'accès à l'eau potable, à l'électricité, ainsi que de nombreux autres investissements inscrits dans les priorités du gouvernement. En renforçant le civisme fiscal, c'est donc la capacité de l'État à investir dans le développement, à améliorer les services publics et à accompagner la croissance économique qui se trouve consolidée.

Institution stratégique au cœur de l'économie nationale, l'OTR joue un rôle déterminant dans la mobilisation des ressources internes, aujourd'hui considérées comme un pilier essentiel de la souveraineté financière du pays. Les recettes qu'il collecte alimentent le budget de l'État et permettent la mise en œuvre des grands projets de développement, dont les retombées profitent directement aux populations, à travers l'amélioration des infrastructures, des services sociaux et du cadre de vie.

À travers cette tournée nationale et les initiatives de dialogue qu'elle multiplie, l'OTR confirme sa volonté de bâtir une administration moderne, accessible et à l'écoute des contribuables. En privilégiant la pédagogie, la transparence et le dialogue avec les citoyens, l'institution entend faire du civisme fiscal un véritable engagement collectif au service du développement durable du Togo.

Zozo

COOPERATION : LA BAD RÉAFFIRME SON ENGAGEMENT AUX CÔTES DU TOGO



Le partenariat stratégique entre le Togo et la Banque africaine de développement (BAD) franchit un nouveau cap. Le jeudi 2 juillet dernier, le président du Groupe de la BAD, M. Sidi Ould Tah, en séjour de travail dans la capitale togolaise, a été reçu en audience par le Président du Conseil, Faure Essozomna Gnassingbé. Cette rencontre de haut niveau a permis de saluer la solidité économique du pays et de tracer les grandes lignes des investissements futurs.

Au menu des échanges, la santé économique du Togo a fait l'objet de vives félicitations de la part de l'institution panafricaine. M. Sidi Ould Tah s'est réjoui des progrès macroéconomiques notables enregistrés par le pays, mettant en lumière les succès des réformes structurelles menées ces dernières années.

"C'était une opportunité pour féliciter [le Président du Conseil] pour les excellentes performances macroéconomiques réalisées par le Togo et surtout pour les résultats de la dernière revue du Fonds monétaire international (FMI), qui a montré les avancées notables réalisées par le pays", a déclaré le président de la BAD à l'issue de l'audience.

Les discussions ont également permis de passer en revue le portefeuille de projets en cours et de définir les perspectives de coopération pour les cinq prochaines années. Le président de la BAD a réitéré la ferme volonté de l'institution panafricaine d'accompagner le gouvernement togolais dans ses ambitions de développement. Pour garantir le succès de cette collaboration, la BAD s'engage à optimiser ses mécanismes d'intervention à travers trois leviers majeurs, tels que l'amélioration de la qualité d'exécution des projets sur le terrain, l'accélération des décaissements financiers, et la réduction des délais de mise en œuvre des chantiers.

L'objectif de ces différentes mesures est d'assurer un alignement total des interventions de la banque sur les priorités stratégiques définies par l'exécutif togolais.

Un portefeuille de plus de 327 milliards de FCFA au Togo

L'impact de la Banque africaine de développement au Togo se traduit par des réalisations concrètes dans des secteurs vitaux. Les investissements de la BAD soutiennent activement trois piliers stratégiques, à savoir : l'énergie avec le renforcement de l'accès des populations à l'électricité, l'agriculture pour garantir la sécurité alimentaire et booster les exportations, et

Notons que jusqu'en 2026, le partenariat entre le Togo et la Bad a permis la mise en œuvre de 26 projets pour un investissement total de 327,36 milliards de FCFA.

@mactv.tg

TOGO "ÉCOLE DE LA CHANCE" : LES ENTRETIENS DE SÉLECTION DÉMARRENT CE LUNDI 6 JUILLET

L'insertion professionnelle des jeunes femmes vulnérables passe à la vitesse supérieure au Togo. Après le succès de la phase de présélection,



l'ambitieux programme gouvernemental "École de la chance", franchit une étape décisive. Les entretiens de sélection débutent officiellement ce lundi 6 juillet.

La phase des entretiens d'évaluation va se dérouler sur une semaine complète, notamment du lundi 6 juillet au samedi 11 juillet prochain. Durant cette période, les profils des candidates présélectionnées seront minutieusement évalués dans l'optique de valider leur intégration définitive au programme.

La participation à ces entretiens est strictement obligatoire pour la suite du processus de sélection. Toute absence disqualifiera d'office la candidate.

Si vous avez postulé, les listes des candidates retenues pour cette phase sont d'ores et déjà consultables physiquement dans plusieurs points d'information stratégiques du Grand Lomé, notamment dans les mairies, les Chambres communales de métiers, et les centres et maisons des jeunes.

Les candidates convoquées doivent impérativement se présenter dans les lieux indiqués munies d'une pièce d'identité en cours de validité ou tout document utile lié à leur dossier de candidature.

Notons que l'initiative "École de la chance" a été lancée par le gouvernement togolais via le Ministère de la Planification du Développement. Elle se veut un levier majeur pour l'insertion socio-professionnelle des jeunes femmes en situation de vulnérabilité. Le programme propose des formations qualifiantes gratuites de 3 à 6 mois, suivies d'un accompagnement personnalisé vers l'emploi ou l'entrepreneuriat. Les métiers ciblés, fortement générateurs de revenus, tels que la couture et la broderie, la mercerie, la coiffure et la tresse, et l'esthétique.

Pour rappel, l'"École de la chance" s'inscrit dans la vision globale du projet d'autonomisation des femmes SWEDD+, soutenu financièrement par la Banque mondiale. À terme, cette initiative d'inclusion sociale et économique a une ambition de taille : impacter directement 105 000 filles et jeunes femmes togolaises, leur offrant ainsi les clés d'un avenir plus stable et autonome.

@mactv.tg

LUTTE CONTRE LA POLIOMYELITIS

UNE CAMPAGNE DE VACCINATION POUR PROTÉGER 1,7 MILLION D'ENFANTS

En mars 2026, les autorités sanitaires du Togo ont lancé une vaste campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite, maladie infectieuse aiguë pouvant entraîner des paralysies irréversibles. Elle cible environ 1,7 million d'enfants âgés de 0 à 59 mois. Cette opération d'envergure montre la volonté du gouvernement de consolider ses acquis et d'aller vers une éradication définitive de ce fléau. Les vaccins administrés sont gratuits, sûrs et efficaces. Ils ne protègent pas seulement les enfants vaccinés, mais contribuent également à renforcer l'immunité collective, réduisant ainsi la circulation du virus au sein de la communauté.

Cette approche de santé publique repose sur un principe simple, mais fondamental : protéger l'enfant, c'est protéger la société entière. L'État et ses partenaires rappellent que les efforts de vaccination de masse ont déjà porté des

fruits considérables à l'échelle mondiale.

Au Togo, la nouvelle campagne s'inscrit dans la continuité des efforts entrepris depuis plusieurs années pour renforcer la couverture vaccinale et atteindre les enfants les plus difficiles d'accès. Les équipes de santé, appuyées par des relais communautaires, sillonnent les localités urbaines et rurales afin de garantir que chaque enfant ciblé puisse bénéficier de cette protection essentielle.

Réduction des inégalités

Au-delà de l'acte médical, la mobilisation nationale constante reflète une vision politique et sanitaire qui est de faire du Togo un pays exempt de poliomyélite et de réduire durablement les inégalités d'accès aux soins préventifs. Elle témoigne également de la résilience du système de santé, capable de mobiliser rapidement des ressources humaines et logistiques pour répondre à des enjeux de santé



Lancement de la campagne

publique majeurs.

Dans les communautés, la sensibilisation joue un rôle déterminant. Les messages insistent sur la gratuité du vaccin, son innocuité et son efficacité, afin de lever les réticences et encourager une forte participation des parents. Car la réussite d'une telle campagne repose autant sur l'organisation technique que sur la confiance des populations.

L'engagement togolais garantit une chose à chaque enfant : un départ dans la vie sans le poids

d'une maladie évitable.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les campagnes de vaccination contre la poliomyélite ont permis d'éviter la paralysie chez plus de 20 millions de personnes, aujourd'hui capables de marcher, et de prévenir environ 1,5 million de décès infantiles. Ces chiffres illustrent l'impact décisif des programmes de prévention lorsqu'ils sont maintenus dans la durée et soutenus par une forte adhésion communautaire.

FOOTBALL :

LES FAIBLESSES DU GHANA À LA COUPE DU MONDE 2026

Les sélections africaines ont certes bien lancé ce tournoi de football ; toutefois, elles n'ont pas réussi à aller très loin dans la compétition. À ce jour, l'Égypte et le Maroc restent les seuls représentants à poursuivre l'aventure pour obtenir le sésame.

Nous examinons maintenant les faiblesses des Black Stars du Ghana.

Offensivement, l'équipe se montre peu performante pour

cette saison. Face à la Colombie, elle s'incline sur le score de 1-0. Même avec Semenyo, Inaki Williams et Jordan Ayew, le Ghana n'a pas su "percer la défense colombienne". Lors de la phase de groupes, 3 matchs se résument à 1 seule victoire.

Par ailleurs, Mohamed Kudus ne peut pas prendre part aux matchs. En conséquence, le milieu manque de joueurs capables de briser les lignes adverses. La formation a du mal à fabriquer

des occasions et s'en remet trop aux prouesses individuelles.

Concernant le jeu sans le ballon, le Ghana apparaît fragile lors des transitions. Quand la balle est perdue, les adversaires basculent rapidement sur les côtés, et la défense se fait distancer. L'équipe "souffre sur les secondes possessions adverses".

Un autre point ressort : le manque d'automatismes. Carlos Queiroz a récemment pris le poste d'entraîneur. Il doit encore



Les Blacks Stars de retour sur terre

"stabiliser une défense parfois perméable et créer des automatismes offensifs". Cette situation se reflète dans le déroulement des actions : le collectif donne parfois l'impression d'être désordonné, et l'absence de schémas est visible.

Enfin, dans ce contexte, un seul vrai atout se distingue : Lawrence Ati-Zigi dans les buts. Il a "réalisé arrêt après arrêt dans les dernières minutes" contre la Colombie.

Dodo ABALO






En un click, payez votre TVM par




sur l'application OTR TVM disponible sur Playstore

 **8201** POUR TOUTES INFORMATIONS

FEDERER POUR BATIR
www.ofr.fg


Office Togolais des Recettes - OTR



SUIVEZ-NOUS



Mani Services & Business

Une **entreprise multisectorielle** engagée pour le développement économique et la **création d'emplois durables au Togo.**

Découvrez nos

SERVICES

SERVICES D'ENTRETIEN
& NETTOYAGE



COMMERCE GÉNÉRAL,
IMPORT-EXPORT



ÉVÉNEMENTIEL
& SERVICE TRAITEUR



**LE BAR LOCAL EST L'UNE
DE NOS SPÉCIALITÉS**

Legbassito Ahonkpoè
Agoè - Nyive



→ CONTACTEZ-NOUS

+ 228 72 05 88 88 / 97 08 90 80
maniservicesbusiness@gmail.com

PRÊT SCOLAIRE

DES ETUDES FINANÇÉES, UN AVENIR SÉCURISÉ



*Offre soumise à conditions

0 TAUX
0%

1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2026

JUSQU'À 5 FOIS LE SALAIRE NET

SUR 12 MOIS

La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>

